

« Le financement socle des missions de service public des universités n'est pas assuré » (Laurent Gatineau)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°434459 - Publié le 19/03/2026 à 08:00

Imprimé par - abonné # - le 20/03/2026 à 09:55



© D.R.

« Le budget socle des universités, qui sert à financer leurs missions de service public, n'est aujourd'hui pas assuré. Et ce d'autant que les moyens nouveaux ces dernières années proviennent d'appels à projets non pérennes. Cela crée une impasse », déclare [Laurent Gatineau](#), président de CY Cergy Paris Université, à News Tank, le 13/03/2026.

Il prend l'exemple de son université : « Comme montré par la Cour des comptes, nous figurons parmi les moins dotées en SCSP (Subvention pour charges de service public) et les plus performantes sur les PIA (Programme d'investissements d'avenir), sauf que nous allons arriver d'ici 2028 à la fin des gros projets de France 2030. »

Outre leur durée limitée, « l'effet pervers des AAP (Appel à projets) est qu'ils ont minoré l'impact d'une baisse de dotation sur notre financement. En dix ans, nous avons eu 11 000 étudiants de plus, avec une dotation par étudiant de -30 %. Même si on a eu ce souci de répondre à ces AAP non par opportunisme mais avec des projets très axés sur notre stratégie, on se retrouve dans une grande fragilité. »

Une fragilité renforcée par les charges transférées et non compensées, ou partiellement, par l'État. « Où est la sérénité pour faire en sorte de produire une recherche de qualité et des perspectives professionnelles positives pour nos étudiants puisqu'on passe notre temps à aller chercher de l'argent plutôt que remplir nos missions ? », interroge-t-il.

Alors que le Mesre (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace) mène les assises du financement des universités, selon Laurent Gatinéau, il manque un sujet majeur, celui du modèle d'allocation des moyens : « Le but n'est pas de déshabiller les uns pour rhabiller les autres, sauf très marginalement. Le vrai sujet est de répartir la manne des moyens non pérennes vers les établissements sous dotés. Et pour savoir quelles sont ces universités, il faut déterminer les missions de service public et ce qu'elles coûtent. »

Peser au moment des assises et dans la future campagne présidentielle

Alors que se tiennent les assises sur le financement des universités, avec notamment une plénière prévue le 26/03, Laurent Gatinéau place son propos « dans une logique qui consiste à la fois à montrer qu'il y a eu un décrochage des financements publics pour le service public de l'ESR (Enseignement supérieur et recherche), mais que les universités continuent d'assurer leurs missions ».

« En effet, il existe un dialogue de sourd avec les tutelles au sujet du financement des universités, et en particulier de Bercy autour de la question des 5 Md€ de trésorerie. Personne ne remet en cause le fait qu'ils existent, mais la question est de savoir si cet argent est mobilisable ou pas pour exercer nos missions de service public, et la réponse est non. De l'autre côté, on a des collègues présidents d'universités qui pensent bien faire mais tendent à présenter une vision misérabiliste de l'université, qui n'est pas très porteuse au moment de Parcoursup... »

À la question de savoir comment entendent peser les universités au moment de la présidentielle, Laurent Gatinéau dont l'université est membre de France Universités et de L'initiative, indique : « Nous serons très présents, et un groupe de travail a déjà été lancé au sein de France Universités. Les autres réseaux se mobiliseront aussi, que ce soit L'initiative ou Udix (Association réunissant les universités labellisées Idex). Et il nous faudra dépasser les clivages entre conférences et acteurs de l'ESR pour aller faire pression collectivement. »

« Nous devons réussir à faire du financement des universités un sujet de société et le tourner de façon positive. Nous ne sommes ni des islamo-gauchistes ni des grévistes professionnels, pourtant nous souffrons encore d'une image loin de la réalité. Nous remplissons nos missions de service public, ce qui demande des moyens, et il faut que la société entière en soit convaincue, pas juste le Mesre ou Bercy. »

Des viviers de ressources propres en baisse : « Une impasse de trajectoire »

Selon Laurent Gatinéau, il est d'autant plus urgent à agir que les perspectives budgétaires sont inquiétantes : « Les ressources additionnelles à la SCSP vont diminuer, que ce soit les financements du SGPI (Secrétariat général pour l'investissement), de l'ANR (Agence nationale de la recherche), ou de l'apprentissage avec une baisse des aides de l'État pour les niveaux licence et master. À ce sujet, on voit certains IUT (Institut universitaire de technologie) qui connaissent déjà des baisses de contrats d'alternance de l'ordre de 15 %, et cela va s'accélérer, car le niveau 6 professionnalisant va se retrouver en concurrence avec les BTS (Brevet de technicien supérieur) qui continuent à avoir un niveau d'aide plus significatif. »

« Pour ce qui est d'aller chercher des ressources propres à l'Europe, cela demande d'investir, et ce sera de plus en plus concurrentiel entre universités européennes, nous en parlons dans le cadre de notre alliance. Nous sommes donc dans une impasse de trajectoire. »

Il met en avant trois pistes pour dégager des moyens :

- « Sur la trésorerie des universités, si on dit qu'elle existe et qu'elle est mobilisable, alors on change les règles de fonctionnement pour l'utiliser - car aujourd'hui, on ne peut pas financer de postes ou du fonctionnement avec.
- Il y a toujours les 7 Md€ du CIR (Crédit Impôt Recherche) dont on sait que la moitié sert à alimenter les cabinets de conseil pour accompagner une gestion trop complexe.
- Enfin, il y a la question plus globale de savoir si dans toute la liste des missions adjointes aux universités depuis dix ans, il n'y a pas un toilettage à faire. »

Les Comp (Contrat d'objectifs, de moyens et de performance) 100 % : « Pas de sens sans carotte financière »

Concernant le Comp 100 % comme outil qui pourrait reconnaître les spécificités de chaque université, Laurent Gatineau estime que l'exercice « n'a pas de sens sans carotte financière, et on sait qu'il n'y en aura pas. Ce qui veut dire qu'on mobilise de l'énergie pour rien. L'aspect stratégique du Comp qui est mis en avant n'est pas nouveau : on nous a déjà demandé une signature il y a deux ans pour le Comp 0,8 %, et nous avons les évaluations Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) pour fixer une trajectoire ».

Pour Laurent Gatineau, ce modèle qui intègre les partenaires dans l'équation va renforcer les inégalités territoriales : « On sait que certaines régions vont participer, et d'autres non. En plus d'une dotation hétérogène de l'État, on a le risque d'une seconde inégalité alors que toutes les universités délivrent des diplômes nationaux. Il n'est pas entendable que cette situation perdure. »

Selon lui, plus que d'objectifs à atteindre, le modèle de répartition des dotations doit tenir compte de l'environnement et du public des universités : « À CY, 35 % de nos étudiants de licence sont boursiers. Par ailleurs, le Hcéres a pointé nos faibles taux de réussite en licence, mais est-ce que je suis responsable du fait que sur mon territoire, les lycées ne sont pas dans les plus performants ? ».



Laurent Gatineau

Président @ CY Cergy Paris Université

Parcours

Depuis janvier 2023

CY Cergy Paris Université
Président

Depuis septembre 2009

Université de Cergy Pontoise
Maître de conférences

Septembre 2020 - janvier 2023

CY Cergy Paris Université
VP délégué à la politique de l'établissement

Mai 2020 - octobre 2020

CY Cergy Paris Université
VP délégué au dialogue budgétaire et développement

Juillet 2016 - octobre 2020

Université de Cergy Pontoise
Directeur de l'UFR Lettres sciences humaines

2005 - septembre 2009

Université de Cergy Pontoise
Prag

Établissement & diplôme

N.c. - 2006

Université Bordeaux Montaigne (Bordeaux 3)
Doctorat en géographie

